

VIE  
QUOTIDIENNE

VIE  
QUOTIDIENNE

VIE  
QUOTIDIENNE

VIE  
QUOTIDIENNE

## GALÈRE ACCÈS À L'INFORMATION

### LAQUELLE DE CES 3 « GALÈRES ACCÈS À L'INFORMATION » ÊTES-VOUS EN TRAIN DE VIVRE ?

- On vous a volé votre smartphone.
- Vous avez entendu dire qu'une nouvelle mesure juridique qui vous concerne allait être mise en place mais vous ne savez pas très bien pourquoi ni comment et vous ne savez pas à qui vous adresser.
- Un de vos amis proches en situation irrégulière a disparu, vous craignez qu'il n'ait été enfermé en centre de rétention mais vous ne savez pas à qui vous adresser pour lever ce doute.

## GALÈRE ARGENT

### LAQUELLE DE CES 3 « GALÈRES ARGENT » ÊTES-VOUS EN TRAIN DE VIVRE ?

- Votre allocation (bourse étudiante, allocation de demandeur d'asile) vient d'être coupée.
- Vous êtes victime d'une agression raciste et l'on vous a volé votre argent.
- Une personne de votre famille doit être hospitalisée de toute urgence. Vous avez besoin de lui envoyer de l'argent.

## GALÈRE LOGEMENT

### LAQUELLE DE CES 4 « GALÈRES LOGEMENT » ÊTES-VOUS EN TRAIN DE VIVRE ?

- Vous vivez à trois dans une chambre de 9 m<sup>2</sup>. Cela vous épuise. Vous cherchez un autre logement.
- La police a évacué ce matin le squat où vous aviez trouvé refuge. Vous ne savez pas où dormir ce soir.
- Le couple qui vous loge gracieusement va avoir un enfant. Vous devez libérer la chambre.
- Vous sous-louez un meublé. Le bail d'un an n'est pas renouvelé.

## GALÈRE TRAVAIL

### LAQUELLE DE CES 3 « GALÈRES TRAVAIL » ÊTES-VOUS EN TRAIN DE VIVRE ?

- Vous venez de perdre le travail qui vous permettait de subvenir à vos besoins.
- Vous travaillez au noir et cela fait trois mois que votre employeur ou votre employeuse ne vous paye pas profitant de votre situation précaire.
- L'administration vous refuse l'autorisation de travail à laquelle vous pourriez avoir droit en tant que personne demandant l'asile.

VIE  
QUOTIDIENNE

VIE  
QUOTIDIENNE

VIE  
QUOTIDIENNE

VIE  
QUOTIDIENNE

Vous aimez chanter et vous avez une belle voix. Vous vous êtes fait beaucoup d'amis-e-s dans la chorale du quartier. Vous avez l'impression d'avoir votre place dans ce nouveau pays.

**RECEVEZ UN SUPER ATOUT ET... AVANCEZ DE DEUX CASES SANS SUBIR LES CONSÉQUENCES DE LA NOUVELLE CASE.**

**BINGO !**

Vous avez rencontré une bibliothécaire qui vous a fait visiter la médiathèque où elle travaille. Vous êtes bien décidé-e à y retourner pour vous changer les idées !

**RECEVEZ UN SUPER ATOUT ET... REJOUEZ !**

**BINGO !**

Vous venez de croiser un groupe d'italiennes et d'italiens. Comme vous avez appris l'italien pendant votre parcours cela vous a permis de sympathiser. Vous avez passé une très bonne soirée.

**RECEVEZ UN SUPER ATOUT ET... REJOUEZ !**

**BINGO !**

**LAOUELLE DE CES 3 « GALÈRES LANGUE » ÊTES-VOUS EN TRAIN DE VIVRE ?**

- Il n'y a plus de place dans les cours de français langue étrangère.
- Vous venez de recevoir un papier officiel mais vous ne savez pas lire le français et vous êtes paniqué-e.
- Vous avez peur d'aller à la réunion parents/professeur-e-s dans l'école de vos enfants car vous parlez mal le français.

**GALÈRE LANGUE**

VIE  
QUOTIDIENNE

VIE  
QUOTIDIENNE

DEMANDE  
D'INFORMATION  
?

Vous recevez l'appel d'une amie.  
Originnaire d'un pays hors de l'Union  
européenne, elle vient juste d'obtenir  
un titre de séjour en France. Elle vous  
demande si vous savez si elle peut  
faire venir immédiatement sa famille  
auprès d'elle.

Que lui répondez-vous ?

DEMANDE  
D'INFORMATION  
?

Vous recevez l'appel du cousin d'une  
amie. Il a bon espoir d'obtenir une  
carte de séjour et se demande si elle  
sera valable 1 an, 4 ans ou 10 ans.

Que lui répondez-vous ?

Elle doit résider en France depuis au moins un an et demi de façon régulière avant de pouvoir entamer les démarches pour faire venir sa famille (ou 12 mois si elle est Algérienne) et posséder un titre de séjour d'un an. A Mayotte, c'est en encore plus compliqué : la loi exige 3 ans de résidence en situation régulière et un titre de séjours de 5 ans. Mais comme un tel titre de séjour n'existe pas, il faut en réalité une carte de résident, c'est-à-dire un titre de séjour de 10 ans, ce qui est très difficile à obtenir à Mayotte. Seules les personnes réfugiées peuvent commencer les démarches pour faire venir leur famille des qu'elles ont leurs papiers. Mais dans tous les cas les démarches peuvent prendre beaucoup de temps : 2 ans en moyenne.

Source : Site Service public données 2024 et La Cimade.

NON

Les titres de séjour dépendent de la situation et de la nationalité des personnes. Les cartes de résident de 10 ans qui permettent une vraie stabilité (trouver un emploi et un logement durables, faire un emprunt, etc...) sont de moins en moins délivrées, sauf aux personnes réfugiées. Les autres personnes reçoivent en général d'abord une carte de séjour valable 1 an. En cas de renouvellement, la suivante est valide 1 an, 2 ans ou 4 ans.

Source : Site Service public données 2024 et La Cimade.

RECEVEZ UN SUPER ATOUT ET...  
REJOUEZ !

Lors d'un accident de voiture qui se déroulait sous vos yeux, vous vous êtes précipité-e. Pour sortir un bébé de la voiture juste avant que celle-ci ne s'enflamme. La scène a été filmée et la France entière salue votre héroïsme.

BINGO !

RECEVEZ UN SUPER ATOUT ET... AVANCEZ  
DE DEUX CASES SANS SUBIR LES  
CONSÉQUENCES DE LA NOUVELLE CASE.

Vous avez la chance de bénéficier d'une réduction sur les transports en commun dans votre municipalité de résidence. Cela facilite vos démarches administratives.

BINGO !

## DEMANDE D'INFORMATION ?

Vous êtes invité·e au mariage d'un ami qui n'est pas français et qui épouse une Française. La mère de la mariée espère que votre ami obtiendra automatiquement la nationalité Française.

Que lui répondez-vous ?

## DEMANDE D'INFORMATION ?

Une amie vient de demander l'asile en France. Elle n'a plus d'argent et vous demande si elle a le droit de travailler.

Que lui répondez-vous ?

## DEMANDE D'INFORMATION ?

Un ami vient de faire enregistrer sa demande d'asile à la préfecture. Il doit ensuite déposer un dossier auprès de l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et des apatrides) pour justifier qu'il est en danger dans son pays d'origine. Il a cru comprendre qu'il disposait de six mois pour le faire.

Que lui répondez-vous ?

## DEMANDE D'INFORMATION ?

Une professeure que vous avez rencontrée vient d'apprendre que les parents d'une de ses élèves sont en situation irrégulière. Elle voudrait l'aider et se demande si en tant que mineure cette jeune fille a besoin d'un titre de séjour.

Que lui répondez-vous ?

Une personne qui demande l'asile n'a que 21 jours pour transmettre sa demande en français à l'Ofpra. Un récit personnel, également en français, doit être joint au dossier. Aucune preuve matérielle n'est indispensable pour demander l'asile. En revanche la personne doit être capable de raconter son histoire de manière sincère et convaincante lors d'un entretien oral, ce qui peut parfois être difficile si elle ne bénéficie pas d'un soutien psychologique.

Source : Ofpra donnée 2024 et La Cimade

Une personne mineure n'a pas besoin de titre de séjour pour vivre en France saut pour travailler, suivre un stage professionnel ou s'inscrire auprès de Pôle Emploi, ce qui n'est possible qu'à partir de l'âge de 16 ans.

Source : Site Service public données 2024.

En cas de mariage avec une personne française, la nationalité française n'est pas automatique. Il faut engager une procédure après 4 ans de mariage minimum et prouver que l'on vit bien ensemble depuis tout ce temps. La personne doit être en situation régulière et bien se débrouiller à l'oral en français. Et dans l'attente de la nationalité française, même l'obtention d'un titre de séjour est parfois complexe car il existe des conditions strictes et d'importantes suspicions de « mariages blancs ».

Source : Site Service public données 2024 et La Cimade

Selon la loi, les personnes demandant l'asile sont autorisées à travailler 6 mois après l'enregistrement de leur demande d'asile à l'Ofpra, et à condition d'obtenir une autorisation pour un travail dans un secteur considéré comme en recherche de main-d'œuvre. Mais en pratique cette autorisation est très rarement délivrée. Cependant, les personnes dont les ressources mensuelles sont inférieures au RSA reçoivent une allocation (ADA). Une personne seule touchera environ 200 €/mois, plus 200 € si elle n'est pas hébergée dans un centre d'accueil.

Source : Site Service public donnée 2024 et La Cimade.



## DEMANDE D'INFORMATION ?

Une de vos connaissances est mariée à un Français. Elle voudrait le quitter car cela se passe très mal entre eux. Elle se demande si en se séparant de son conjoint, elle risque de perdre son droit au séjour.

Que lui répondez-vous ?

## DEMANDE D'INFORMATION ?

Une personne « sans-papiers » que vous avez croisée chez des amis a besoin d'être hospitalisée. Elle a cru comprendre que même les personnes « sans-papiers » pouvaient bénéficier d'une couverture maladie (de type sécurité sociale), mais elle n'en est pas tout à fait sûre.

Que lui répondez-vous ?

## DEMANDE D'INFORMATION ?

Un éducateur de rue que vous connaissez est très inquiet pour un jeune qui a été condamné pour trafic de cannabis. Le jeune homme vit en France depuis l'âge de 3 ans mais il n'a pas la nationalité française et votre ami craint qu'il ne soit expulsé dans son pays d'origine à la fin de sa peine, alors qu'il n'y connaît personne.

Que lui répondez-vous ?

## DEMANDE D'INFORMATION ?

Une amie vous appelle affolée. Sa soeur et le mari de celle-ci, qui vivent en situation irrégulière dans le département français de Mayotte depuis 5 ans, ont été enfermés avec leurs trois enfants en centre de rétention. Elle croyait pourtant qu'enfermer des enfants en rétention était contraire à la Convention internationale des droits de l'enfant que la France a signée.

Que lui répondez-vous ?

Le risque est réel. C'est ce qu'on appelle la « double peine » : peine de prison puis expulsion. On assiste même aujourd'hui à une double peine « inversée ».

Les personnes placées en centre de rétention qui n'ont commis ni crimes ni délits et que les autorités n'arrivent pas expulser (parce que le pays d'origine ne donne pas de laissez-passer par exemple) sont de plus en plus souvent condamnées à des peines de prison sous des prétextes d'outrages et rebellions dans un contexte de conflit avec la police du centre de rétention.

*Source : La Cimade*

Elle a raison. La convention internationale des droits de l'enfant est censée garantir l'intérêt supérieur de l'enfant. Or il est prouvé que l'enfermement en centre de rétention est toujours traumatisant pour les enfants. La France, qui a enfermé plus de 35 000 enfants en centre de rétention entre 2012 et 2023 a été condamnée 11 fois par la Cour européenne des droits de l'Homme pour cette pratique. En 2024, avec la loi du 26 janvier 2024 elle interdit enfin l'enfermement des enfants en rétention. Sauf... à Mayotte où les placements en rétention d'enfants seront toujours possibles jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2027.

*Source : Ceseda et Le Défenseur des droits.*

Une personne étrangère qui a un titre de séjour parce qu'elle est mariée à un Français ou à une Française risque en effet, en cas de séparation, le non renouvellement ou le retrait de son titre de séjour puis une Obligation de quitter le territoire français (OQTF). Néanmoins, selon la loi, le titre de séjour de peut pas être retiré à une victime de violences conjugales ou familiales si elle apporte les preuves de ces violences. Ce qui n'est pas toujours facile.

*Source : Site Service public données 2024 et La Cimade.*

C'est vrai. L'aide médicale de l'Etat (AME) permet à des personnes en situation irrégulière d'accéder à certains soins à conditions d'être en France depuis au moins 3 mois et de ne pas dépasser un plafond de ressources (moins de 847 € par mois pour une personne seule résidant dans l'hexagone). De moins en moins de soins sont pris en charge et l'AME n'est pas applicable à Mayotte (département français d'Outre-Mer dans l'océan indien). Non seulement c'est un dispositif de prévention qui sauve des vies mais sa suppression coûterait très cher aux finances publiques car la prise en charge tardive d'une maladie exige souvent des soins d'urgence plus coûteux que des soins prodigués à temps.

*Source : Ameli données 2024 et La Cimade.*

## DEMANDE D'INFORMATION ?

Un de vos compatriotes, en situation irrégulière, a trouvé du travail auprès d'un employeur qui n'a pas vérifié s'il avait un permis de travail. Il vous demande s'il peut ouvrir un compte en banque pour faire verser son salaire.

Que lui répondez-vous ?

## DEMANDE D'INFORMATION ?

Une de vos amies est en situation irrégulière. La Poste vient de refuser de lui remettre un colis sous prétexte qu'elle ne pouvait pas présenter de titre de séjour. Elle ne sait pas quoi faire pour récupérer son colis.

Que lui répondez-vous ?

## MÉDIAS ?

Le ou la journaliste vous demande si une personne persécutée dans son pays ou qui fuit la guerre a le droit, quand elle arrive en Europe, de demander l'asile dans le pays de son choix.

Répondez-lui et relancez le dé pour savoir ce que votre passage à la télévision a provoqué à votre égard.

## MÉDIAS ?

Le ou la journaliste vous demande si c'est illégal de travailler quand on est sans papiers ou si c'est un atout pour obtenir des papiers.

Répondez-lui et relancez le dé pour savoir ce que votre passage à la télévision a provoqué à votre égard.

## LES DEUX !

D'ailleurs, les personnes étrangères sont placées dans une situation absurde par les préfectures. D'un côté elles doivent démontrer qu'elles travaillent déjà en France pour avoir une chance d'être régularisées. De l'autre, fournir un faux permis de travail (ou le permis de quelqu'un d'autre) à son employeur est passible de 5 ans de prison et de 75 000 € d'amende. Par ailleurs, beaucoup d'employeurs et d'employeuses profitent de cette situation pour exploiter les personnes sans-papiers.

*Source : La Cimade*

## NON

Les personnes ne choisissent pas. Selon un règlement européen dit « règlement de Dublin », elles doivent faire leur demande d'asile dans le pays européen par lequel elles arrivent. La France refuse donc souvent d'examiner la demande d'asile des personnes dont les empreintes digitales ont été relevées dans un autre pays. Puis, elle les force à y retourner. Or certaines destinations européennes sont très risquées. Exemple : en 2018, la France ne se permet pas de renvoyer les Afghans et les Afghanes en Afghanistan mais elle peut les « dubliner » (renvoyer) en Norvège, un pays qui, lui, pourrait les expulser en Afghanistan.

*Source : La Cimade*

Exiger un titre de séjour pour le retrait de courriers ou de colis recommandés est contraire au droit. La présentation d'une simple pièce d'identité est suffisante. En cas de difficulté, il ne faut pas hésiter à chercher le soutien d'une association et à saisir le Défenseur des droits.

*Source : Sans-papiers mais pas sans droits, guide publié par l'association Le Gisti, 2013 et La Cimade*

Toute personne résidant en France, même sans titre de séjour, a droit à un compte en banque. En cas de refus, elle peut demander à la Banque de France d'obliger une banque à lui ouvrir un compte. Il arrive cependant que certaines banques, y compris la Banque de France, refusent un compte à des personnes en situation irrégulière ou avec un titre de séjour précaire. Pour débloquer la situation, le soutien d'une association est alors précieux.

*Source : Sans-papiers mais pas sans droits, guide publié par l'association Le Gisti, 2013 et La Cimade*

## MÉDIAS ?

Le ou la journaliste vous demande si les citoyennes et citoyens européens ont le droit de s'installer dans n'importe quel pays de l'Union européenne sans restriction.

Répondez-lui et relancez le dé pour savoir ce que votre passage à la télévision a provoqué à votre égard.

## MÉDIAS ?

Le ou la journaliste vous demande si une personne étrangère peut obtenir des prestations familiales pour ses enfants dès son arrivée en France.

Répondez-lui et relancez le dé pour savoir ce que votre passage à la télévision a provoqué à votre égard.

## MÉDIAS ?

Le ou la journaliste vous demande si on peut être à la fois une personne étrangère et avoir la nationalité française.

Répondez-lui et relancez le dé pour savoir ce que votre passage à la télévision a provoqué à votre égard.

## MÉDIAS ?

La ou le journaliste vous demande si on peut être immigré-e en France et né-e en France.

Répondez-lui et relancez le dé pour savoir ce que votre passage à la télévision a provoqué à votre égard.

Pour les personnes qui ne sont pas de nationalité française, les Françaises et les Français sont des personnes étrangères !

On peut aussi être les deux à la fois, si on a la double nationalité.

OUI

Être un ou une immigré·e en France, c'est être né·e étranger ou étrangère dans un autre pays et vivre maintenant en France. Les enfants né·e·s en France de parents immigré·e·s ne sont donc pas des « immigré·e·s ». On ne devrait pas parler d'« immigré·e·s de deuxième ou troisième génération ».

NON

Quand on veut séjourner plus de 3 mois dans un autre pays de l'Union européenne que le sien, il faut soit y travailler, soit être étudiant ou étudiante ou encore disposer de ressources suffisantes pour subvenir à ses besoins.

NON

Les personnes en situation irrégulière ne touchent pas de prestations familiales. Et même avec un titre de séjour, les personnes étrangères doivent remplir différentes conditions pour y avoir droit, comme des conditions de ressources et des conditions d'arrivée en France. Certaines personnes en situation irrégulière ne touchent donc pas non plus de prestations familiales. C'est le cas par exemple de la plupart des parents dont les enfants sont ni né·e·s en France ni arrivés dans le cadre du regroupement familial.

NON

Source : Site Service public données 2024.

Source : Site Service public données 2024.

Source : INSEE et La Cimade

## MÉDIAS ?

La ou le journaliste vous demande  
si en France, la majorité des  
immigré·e·s sont des femmes ou des  
hommes

Répondez-lui et relancez le dé pour  
savoir ce que votre passage à la  
télévision a provoqué à votre égard.

## MÉDIAS ?

La ou le journaliste vous demande  
si le père ou la mère d'un enfant  
français peut être expulsé·e.

Répondez-lui et relancez le dé pour  
savoir ce que votre passage à la  
télévision a provoqué à votre égard.

## MÉDIAS ?

La ou le journaliste vous demande si  
la situation des personnes étrangères  
en situation irrégulière en Outre-mer  
est plus facile.

Répondez-lui et relancez le dé pour  
savoir ce que votre passage à la  
télévision a provoqué à votre égard.

## MÉDIAS ?

La ou le journaliste vous demande  
si vous connaissez des immigré·e·s  
devenu·es français (ou des enfants  
d'immigré·e·s) qui ont marqué  
l'histoire ou la culture de la France.

Répondez-lui et relancez le dé pour  
savoir ce que votre passage à la  
télévision a provoqué à votre égard.

**NON**

L'Outre-mer est soumise à un régime spécifique qui réduit encore davantage les droits des personnes étrangères. La loi y prévoit des contrôles policiers sans motifs et un accès restreint aux juges. Ce qui est une violation de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Des personnes sont ainsi couramment enfermées puis expulsées sans que la justice n'ait examiné la légalité de ces actes.

*Source : La Cimade*

Pour n'en citer que 4 :

- Emile Zola, écrivain français, né d'un père italien et d'une mère française en 1840.
- Marie Curie, scientifique française, prix Nobel de physique et de chimie, née polonaise en 1867.
- Joséphine Baker, chanteuse, danseuse et grande résistante française. Métisse afro-américaine et américaine, née américaine en 1906.
- Zinedine Zidane, footballeur français, fils d'immigré-e-s algérien-e-s né en 1972.

En 2021, 52 % des personnes immigrées en France sont des femmes. Beaucoup sont célibataires et dans le cadre du regroupement familial, une fois sur trois, c'est la femme qui part la première et fait venir son conjoint. A l'échelle mondiale, les femmes ne sont que très légèrement minoritaires puisqu'en 2024 elles représentent 49,4 % des immigré-e-s de la planète.

*Source : INSEE et Nations-Unies 2024.*

Dans la loi, les pères ou les mères d'enfants français sont protégé-e-s contre l'expulsion. Mais en pratique, il arrive qu'un père ou une mère soit expulsé-e, faute d'avoir pu prouver qu'il ou elle s'occupe de ses enfants ou que ces preuves soient prises en compte.

*Source : La Cimade*



## MÉDIAS ?

La ou le journaliste vous demande si on peut être à la fois immigré-e et Français ou Française.

Répondez-lui et relancez le dé pour savoir ce que votre passage à la télévision a provoqué à votre égard.

## MÉDIAS ?

La ou le journaliste vous demande si l'assignation à résidence est une bonne alternative au centre de rétention pour les familles avec enfants.

Répondez-lui et relancez le dé pour savoir ce que votre passage à la télévision a provoqué à votre égard.

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à un ou une élève qui demande :



En France, est-ce que les personnes étrangères en situation régulière ont le droit de vote aux élections municipales ?



## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à une ou un élève qui demande :



L'espace Schengen, c'est quoi ?



## NON

Il faut être citoyen ou citoyen européen et résider de façon continue en France pour voter aux élections municipales. Depuis les années 1980, plusieurs présidents de la République ont promis pendant leur campagne électorale d'accorder le vote aux personnes étrangères non européennes à ces élections, mais cette promesse n'a jamais été tenue. Cela se fait pourtant déjà dans certains pays européens, comme la Belgique ou le Danemark. D'autres comme la Suède ou la Lituanie leur accordent aussi le droit à l'éligibilité.

Source : La Cimade

L'Espace Schengen est censé être un espace de libre circulation des personnes et des marchandes entre 29 pays européens. Mais depuis la « crise de l'accueil » des personnes migrantes en 2015, des contrôles systématiques à plusieurs frontières nationales internes à l'Espace Schengen ont été rétablis. C'est le cas par exemple à la frontière franco-italienne.

## OUI

C'est possible dans deux cas :

1. Quand une personne née à l'étranger migre en France puis obtient la nationalité française ;
2. Quand une personne née en France et de nationalité française migre dans un autre pays, c'est aussi une personne immigrée aux yeux du pays d'accueil.

Source : Etude d'impact du projet de loi Asile Immigration 2018 et avis du Défenseur des droits

La privation de liberté de personnes qui n'ont commis ni crime ni délit n'est jamais justifiable. Et l'assignation à résidence peut, comme l'enfermement en centre de rétention, être très traumatisante pour des enfants. Ainsi, il est parfois demandé aux parents de les emmener lors du pointage au commissariat et l'expulsion peut arriver par surprise, à tout moment. Par ailleurs, les assignations à résidence ne cessent d'augmenter sans faire diminuer l'enfermement en rétention des familles (elles sont passées de 373 en 2011 à 8745 en 2017). Il ne s'agit donc pas d'une alternative mais d'un dispositif de privation de liberté supplémentaire.

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à la question  
d'un ou d'une élève qui demande :

« Frontex, qu'est-ce que c'est ? »

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à une ou un  
élève qui demande :

« Pourquoi dit-on de la mer  
Méditerranée que c'est le plus grand  
cimetière d'Europe ? »

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à un ou une  
élève qui demande :

« Est-ce que des familles avec  
des enfants scolarisé·e·s peuvent être  
expulsées de France en cours  
d'année scolaire ? »

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à un ou une  
élève qui demande :

« Est-ce qu'il suffit de naître  
en France pour avoir la nationalité  
française ? »

OUI

Bien que le droit à l'éducation soit un droit fondamental, la loi autorise qu'une expulsion interrompe brutalement la scolarisation des enfants. Il n'y a pas non plus de trêve scolaire pour les destructions de bidonvilles ou les expulsions de squats et autres habitats précaires. Lorsque les familles se confrontent du jour au lendemain à un nouveau pays ou à la rue en France, il leur faut souvent de longs mois pour retrouver un logement et une école pour les enfants.

Source : Le collectif Ecole pour Tous et La Cimade.

NON

Etre né-e en France n'est pas suffisant pour avoir la nationalité française. Avec des parents de nationalité étrangère, il faut avoir au moins 13 ans et avoir vécu et avoir été scolarisé-e au moins 5 ans en France depuis l'âge de 8 ans ou de 11 ans selon l'âge à laquelle elle est demandée. A partir de 16 ans, on peut la demander sans l'autorisation de ses parents. Pour les enfants né-e-s à Mayotte, on a rajouté des conditions spéciales. Cela rend l'acquisition de la nationalité française très difficile, même pour des mineur-e-s ayant toujours vécu dans ce département.

Source : Site Service public données 2024 et La Cimade

Les possibilités d'immigrer légalement en Europe étant de plus en plus réduites, le chemin de l'exil se fait de plus en plus dangereux. En 10 ans, de 2014 à 2024, plus de 30 900 personnes sont mortes ou disparues en Méditerranée. Cela représente plus de 45 % des décès et disparitions aux frontières dans le monde et équivaut à la population d'une ville comme Menton. Certaines voies terrestres sont aussi très risquées : le Sahara, les frontières turco-bulgare, franco-italienne ou franco-anglaise.

Source : Le réseau Migreurop et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Créée en 2004, Frontex est l'agence européenne qui coordonne le contrôle des frontières extérieures de l'Union Européenne (UE). Elle n'est soumise à aucun contrôle indépendant qui garantirait le respect des droits humains. Elle mène des opérations quasi-militaires en mer, dans les airs, aux frontières terrestres et dans les grands aéroports européens. Elle organise aussi le renvoi de personnes migrantes avec des avions qui vont d'un Etat de l'UE à l'autre.

Source : La Cimade

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à une ou un élève qui demande :

« J'ai entendu dire qu'il y avait beaucoup de violations des droits de l'enfant à Mayotte, c'est vrai ? »

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à une ou un élève qui demande :

« Est-ce que vous pourriez nous parler d'une personne étrangère de votre connaissance ou dont vous avez entendu parler qui vous a marqué·e ? »

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à une ou un élève qui demande :

« Est-ce que c'est légal de refuser de scolariser des enfants au motif que leurs parents sont en situation irrégulière ? »

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à une ou un élève qui demande :

« Certains et certaines élèves de la classe ont des parents en situation irrégulière. Est-ce que cela va empêcher ces élèves de participer au voyage scolaire prévu en Espagne ? »

**NON**

C'est illégal. L'école est un droit fondamental pour chaque enfant quelle que soit sa nationalité, que ses parents soient en situation régulière ou non. Il arrive cependant que des municipalités exigent le titre de séjour des parents ou rejettent des justificatifs de domicile pour refuser de scolariser des enfants. Si aucun accord ne peut être trouvé avec la mairie, avec la préfecture ou avec le rectorat, il ne faut pas hésiter à saisir le Défenseur des droits. On peut aussi porter plainte pour discrimination.

*Source : Sans-papiers mais pas sans droits, guide publié par l'association Le Gisti, 2013.*

**NORMALEMENT NON.**

Pour faciliter les voyages scolaires à l'intérieur de l'Union européenne, la préfecture délivre à la cheffe ou au chef d'établissement, un « document de voyage collectif » valable pour toute la classe. Aucun papier prouvant la régularité des parents n'est demandé. Seul le Royaume-Uni et l'Irlande exigent un passeport individuel.

*Source : Sans-papiers mais pas sans droits, guide publié par l'association Le Gisti, 2013.*

**OUI**

À Mayotte, département français d'Outre-Mer, les droits des enfants sont bafoués à grande échelle. Chaque année, la France enferme plusieurs milliers d'enfants en centre de rétention avec ou sans leurs parents. Il arrive aussi que des enfants soient renvoyés aux Comores alors que leurs parents se trouvent à Mayotte.

*Source : La Cimade*

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à un ou une élève qui demande :

« Qu'est-ce qui se passe si au cours de son expulsion une personne se débat ou proteste fortement dans l'avion avant le décollage ? »

## ÉCOLE ?

Que répondriez-vous à une ou un élève qui demande :

« Est-ce qu'une personne en situation irrégulière mariée à un Français ou à une Française peut être expulsée ? »

## VIE QUOTIDIENNE ?

Pendant que vous faites la queue dans un commerce, vous entendez une personne dire en parlant des personnes étrangères :

« Au lieu de dépenser autant pour expulser les personnes étrangères, on ferait mieux de garder cet argent pour lutter contre la pauvreté. »

Qu'en pensez-vous ? Les expulsions coûtent-elles vraiment cher ?

## VIE QUOTIDIENNE ?

Un matin, dans la rue, vous assistez à l'évacuation brutale d'un campement de personnes exilées.

« Une passante vous dit : Les pauvres, non seulement on les accueille mal mais en plus elles sont souvent victimes de violences policières »

Qu'en pensez-vous ? Les personnes exilées sont-elles particulièrement exposées aux violences policières ?

001

La Cour des comptes estime que la mise en rétention d'une personne dans l'hexagone suivi de son expulsion coûte en moyenne au moins 20 614 €. Ce qui représenterait une dépense annuelle de 275,3 millions d'euros. Plus largement les coûts directs des moyens de lutte contre l'immigration irrégulière en France représenteraient au moins 1,8 Milliards d'euros par an.

*Source : Rapport de la Cour des comptes, 2024.*

001

Les personnes exilées sont surreprésentées parmi les victimes de violences policières, que ces violences soient physiques ou psychologiques (insultes, humiliations, refus d'accès aux droits, destruction d'effets personnels etc.). Cela s'explique par la plus forte probabilité qu'elles ont de se retrouver dans des situations propices à ces violences policières, par exemple les contrôles d'identité « au faciès », les évacuations d'habitats précaires ou encore l'enfermement en local ou centre de rétention administrative....

*Source : La Cimade.*

001

Théoriquement le mariage avec une personne française donne lieu à un titre de séjour de manière à respecter le droit à la vie privée. Mais la loi prévoit des conditions pouvant être difficiles à remplir comme produire des preuves de vie commune que le couple n'est pas toujours en mesure de présenter ou la preuve que la personne étrangère est entrée légalement en France. Il arrive donc que des conjoints ou des conjointes de Français ne soient pas régularisés, puis expulsés.

*Source : L'association Les amoureux au ban public et La Cimade.*

Quand une personne se débat ou proteste fortement dans l'avion au moment de son expulsion, le ou la commandant.e de bord peut refuser de l'embarquer s'il ou elle considère que cette attitude perturbera le vol. Parfois des passagers et passagères se montrent solidaires, ce qui peut influencer sa décision. Selon la loi, une personne qui s'oppose à sa propre expulsion est passible de 3 ans de prison suivie d'une interdiction du territoire français de 10 ans.

*Source : le CESDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) et La Cimade.*



## VIE QUOTIDIENNE ?

Pendant que vous buvez un café dans un bar vous entendez une personne dire :

« On nous dit que les personnes émigrent parce que leur pays est trop pauvre, mais ce n'est pas en quittant leur pays que ça va l'aider à se développer. »

Qu'en pensez-vous ? Les personnes migrantes ne contribuent-elles vraiment pas au développement de leur pays ?

## VIE QUOTIDIENNE ?

Pendant que vous faites la queue à la boulangerie vous entendez une personne dire :

« L'Europe ne peut quand même pas accueillir toute la misère du monde. Il est temps que les personnes réfugiées tentent leur chance ailleurs. »

Qu'en pensez-vous ? Les pays industrialisés accueillent-ils vraiment la majorité des personnes réfugiées du monde ?

## VIE QUOTIDIENNE ?

Pendant que vous profitez du soleil dans un jardin public vous entendez une personne dire :

« Réfugié·e·s ou pas, la France a bien le droit de décider de fermer ses frontières. »

Qu'en pensez-vous ? La France est-elle vraiment libre de fermer ses frontières aux personnes qui fuient les persécutions ou les conflits dans leur propre pays ?

## VIE QUOTIDIENNE ?

Pendant que vous faites la queue à la Poste vous entendez une personne dire :

« Avant d'obtenir un titre de séjour, les personnes devraient prouver qu'elles sont intégrées. »

Qu'en pensez-vous ? Peut-on facilement s'intégrer sans titre de séjour ?

NON

L'accueil des personnes qui fuient les persécutions ou les conflits dans leur propre pays est une obligation pour la France car, en 1954, elle a ratifié la convention de Genève relative au statut des réfugiés, qui est un traité international.

La France a été condamnée à plusieurs reprises par la CEDH (Cour Européenne des droits de l'Homme) pour ne pas respecter la convention de Genève.

Source : La Cimade.

NON

Seul un titre de séjour permet l'accès à différents droits sociaux dont le droit au travail et le droit à la formation. Autant de conditions qui permettent aux personnes de s'intégrer. Tant que l'on a du mal à se loger et à se nourrir, il est beaucoup plus difficile d'apprendre le français, par exemple, et d'acquiescer peu à peu les codes et usages de la société française.

Source : La Cimade

NON

Les personnes qui fuient leur pays cherchent le plus souvent refuge dans un pays proche : les personnes ressortissantes du Soudan au Tchad, d'Afghanistan au Pakistan ou en Iran, de Syrie en Turquie, de Somalie au Kenya et en Éthiopie, les Rohingyas de Birmanie au Bangladesh etc. Ainsi, en 2023, 69% d'entre elles ont été accueillies dans un pays voisin et 75 % dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Source : UNHCR, chiffres 2023.

NON

En 2023, les envois d'argent déclarés par les personnes exilées dans les pays à revenu faible et intermédiaire auraient atteint 669 milliards de dollars (sans compter les envois non déclarés). C'est presque trois fois supérieur à l'Aide publique au développement (c'est à dire ce que les pays riches donnent aux pays pauvres pour se développer) et selon la Banque Mondiale, cette contribution des personnes migrantes « constituent une ressource vitale pour les pays en développement ».

Source : Banque mondiale et OCDE.

## VIE QUOTIDIENNE ?

Pendant que vous attendez un bus,  
vous entendez une personne dire :

« Aider les pays pauvres à se  
développer permettrait d'éviter  
les migrations. »

Qu'en pensez-vous ?  
Les personnes quitteraient-elles  
moins leur pays s'il était plus  
développé ?

## VIE QUOTIDIENNE ?

Pendant que vous attendez un bus,  
vous entendez une personne dire :

« S'il y a autant de personnes  
étrangères en prison, c'est pas un  
hasard ! L'immigration, c'est la porte  
ouverte à la délinquance. »

Qu'en pensez-vous ?  
Les personnes étrangères  
commettent-elles plus de crimes et  
de délits que les autres ?

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



## CARTE ADMINISTRATIVE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



## CARTE ADMINISTRATIVE

## VISA TOURISTIQUE



## VISA TOURISTIQUE



Dans un premier temps, le développement économique d'un pays favorise plutôt l'émigration car plus les personnes en ont les moyens, plus elles font d'études et plus elles ont envie de bouger. En revanche la nature des migrations change : les personnes font davantage d'allers-retours dans leur pays d'origine et s'installent moins longtemps à l'étranger.

Source : FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations), 2016

**NON**

Mais elles sont davantage incarcérées. D'abord, il existe des délits spécifiques aux personnes étrangères. Refuser d'embarquer dans un avion au moment d'une expulsion peut conduire en prison par exemple. Ensuite, les personnes étrangères sont plus souvent contrôlées au faciès et interpellées que les personnes françaises. A infraction équivalente, elles sont davantage emprisonnées et bénéficient très rarement de peines alternatives et de sorties anticipées. Il est aussi fréquent qu'une personne, incarcérée avec un titre de séjour, ressorte en situation irrégulière car elle n'a pas réussi à faire renouveler ses papiers pendant sa détention.

Source : La Cimade

**NON**

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

CARTE DE  
SÉJOUR  
TEMPORAIRE



CARTE DE  
SÉJOUR  
TEMPORAIRE



VISA  
LONG SÉJOUR



VISA  
LONG SÉJOUR



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

ATTESTATION  
DE DEMANDE  
D'ASILE



CARTE DE  
SÉJOUR  
TEMPORAIRE



CARTE DE  
SÉJOUR  
TEMPORAIRE



CARTE DE  
SÉJOUR  
TEMPORAIRE





RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

ATTESTATION  
DE DEMANDE  
D'ASILE



ATTESTATION  
DE DEMANDE  
D'ASILE



ATTESTATION  
DE DEMANDE  
D'ASILE



ATTESTATION  
DE DEMANDE  
D'ASILE



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE



**CARTE DE  
RÉSIDENT·E**



**CARTE DE  
RÉSIDENT·E**



**CARTE DE  
RÉSIDENT·E**



**CARTE DE  
RÉSIDENT·E**



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

00TF



00TF



LAISSEZ-PASSER  
D'ÉVACUATION  
SANITAIRE



CARTE DE  
RÉSIDENT•E



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE







CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

<div>00TF</div> <div></div>	<div>00TF</div> <div></div>
<div>00TF</div> <div></div>	<div>00TF</div> <div></div>



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE







CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

<div>00TF</div> <div></div>	<div>00TF</div> <div></div>
<div>00TF</div> <div></div>	<div>00TF</div> <div></div>

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE







CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

<div>00TF</div> <div></div>	<div>00TF</div> <div></div>
<div>00TF</div> <div></div>	<div>00TF</div> <div></div>

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE







CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

<div>00TF</div> <div></div>	<div>00TF</div> <div></div>
<div>00TF</div> <div></div>	<div>00TF</div> <div></div>

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

DÉBOUTÉ·E  
PAR LA CND



RÉCÉPISSE



RÉCÉPISSE



00TF





RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

DUBLINÉ·E



RÉUNIFICATION  
FAMILIALE  
ACCEPTÉE



AUTORISATION DE  
SÉJOUR  
PROVISOIRE



DÉBOUTÉ·E  
PAR LA Cnda



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



CARTE  
ADMINISTRATIVE

TITRE  
DE SÉJOUR  
EUROPÉEN



TRANSFERT  
DUBLIN  
ACCEPTÉ



ASSIGNÉ·E  
À RÉSIDENCE



DUBLIN·E

